



# Semer les graines du changement : rassembler les jeunes paysans et paysannes en Europe

Rapport de la session d'étude organisée par la  
**Coordination européenne Via Campesina et Mijarc-Europe**  
en coopération avec le  
Centre européen de la jeunesse du Conseil de l'Europe

**Centre européen de la jeunesse de Strasbourg**  
**21-26 novembre 2011**

**Coordination européenne Via Campesina**  
Rue de la Sablonnière 18  
1000 Bruxelles, Belgique  
Tél: + 32 2 217 31 12  
Fax: +32 2 218 45 09  
[info@eurovia.org](mailto:info@eurovia.org)



Le présent rapport rend compte de divers aspects de la session d'étude. Il a été établi par et sous la responsabilité de l'équipe pédagogique de la session d'étude. Il ne représente pas le point de vue officiel du Conseil de l'Europe.

# **Semer les graines du changement : rassembler les jeunes paysans et paysannes en Europe**

Rapport de la session d'étude organisée par la  
**Coordination européenne Via Campesina et Mijarc-Europe**  
en coopération avec le  
Centre européen de la jeunesse du Conseil de l'Europe

**Centre européen de la jeunesse de Strasbourg**  
**21-26 novembre 2011**

## **Remerciements**

Nous remercions tous ceux qui ont apporté leur contribution à cette rencontre qui n'aurait pas été possible sans la contribution active des participants. Nous remercions les collaborateurs de la Coordination européenne Via Campesina, ainsi que Jeanne et Henrik, qui se sont dépensés sans compter pour la préparer.

Nos remerciements vont également à Mara Georgescu, du Département Jeunesse du Conseil de l'Europe, et aux intervenants externes, Sylvia, Tracey et Valentina, qui nous ont apporté leur soutien.

Nous n'oublions pas Susan, Antonio, Anna, Annelies, Henrik, Karen, Mathieu, Jeanne, Flavio, Lena et tous les autres, qui ont largement contribué à l'organisation, à la synthèse et à la rédaction du présent rapport.

## **Coordination européenne Via Campesina**

Rue de la Sablonnière 18

1000 Bruxelles, Belgique

Tél: + 32 2 217 31 12

Fax: +32 2 218 45 09

[info@eurovia.org](mailto:info@eurovia.org)

## Table des matières

<b>Introduction à la session d'étude</b> .....	<b>1</b>
<i>Présentation de la Coordination européenne Via Campesina (CEVC)</i> .....	1
<i>Pourquoi cette session d'étude ?</i> .....	3
<b>Méthodologie</b> .....	<b>4</b>
<i>Méthodes de facilitation</i> .....	4
Exemples de méthodes .....	5
Accord de groupe de la jeune CEVCdes jeunes ECVC .....	6
<b>Contenu de la session d'étude</b> .....	<b>7</b>
<i>Introduction sur la Ssouveraineté alimentaire Alimentaire</i> .....	7
Conditions de la Ssouveraineté Aalimentaire .....	8
<i>Introduction sur l'agroécologie</i> .....	9
<i>Histoire de la Politique Agricole Commune (PAC)</i> .....	10
<i>La PAC aujourd'hui et la réforme de 2013</i> .....	13
Processus actuel.....	13
Proposition .....	13
Quel est notre rôle dans ce processus global ? .....	13
<i>Session sur l'égalité des sexes et questions de genre</i> .....	15
<i>Session sur les migrants et les travailleurs saisonniers</i> .....	21
<i>Le secteur jeunesse du Conseil de l'Europe</i> .....	24
<i>Visites d'exploitations agricoles</i> .....	24
Alsace.....	24
Allemagne .....	25
<i>Action contre la privatisation des semences</i> .....	26
<i>Interviews de participants</i> .....	27
<b>Conclusions</b> .....	<b>28</b>
<i>Axes des travaux futurs de la jeune CEVCdes jeunes ECVC :</i> .....	28
<i>Plate-forme jeunesse</i> .....	28
Accès aux terres agricoles .....	29
Formation .....	29
Financement .....	29
Administration .....	29
L'image de l'agriculture .....	29
<i>Nos revendications ... pour un changement de société !</i> .....	30
<b>Annexe : bibliographie sur l'agroécologie</b> .....	<b>33</b>
<b>Annexe : Programme de la session d'étude</b> .....	<b>35</b>

## **Introduction à la session d'étude**

### ***Présentation de la Coordination européenne Via Campesina (CEVC)***

La Coordination européenne Via Campesina (CEVC) regroupe 27 organisations paysannes et de travailleurs agricoles ainsi que les mouvements ruraux de 17 pays européens. L'organisation est membre du Mouvement Paysan International La Via Campesina ([www.viacampesina.org](http://www.viacampesina.org)).

Notre organisation a pour principal objectif de promouvoir la souveraineté alimentaire ainsi que des politiques alimentaires et agricoles fondées sur plus de justice, d'équité, de solidarité et de durabilité. Autant de valeurs nécessaires en Europe pour garantir la sécurité alimentaire, la santé publique et l'emploi dans les zones rurales, et pour résoudre les problèmes liés à la crise mondiale des prix alimentaires et au changement climatique.

Ses membres sont des organisations paysannes et de travailleurs agricoles européennes, nationales ou régionales, ainsi que des mouvements ruraux qui, ensemble, ont élaboré un « socle commun » aux organisations membres de ECVC.

MIJARC Europe coopère avec ECVC en tant que membre et plateforme européenne engagée dans une action en faveur de la souveraineté alimentaire et de la participation des jeunes.

### ***Genèse du groupe des « jeunes » ECVC***

2004

Au niveau international, plusieurs régions du monde attirent l'attention sur le fait que le mouvement paysan doit être attentif aux idées et aux problèmes des jeunes. Une première réunion rassemble les jeunes agriculteur en 2004, lors de la Conférence internationale de La Via Campesina à Sao Paulo, Brésil.

2007

En Europe, plusieurs dizaines de personnes se rassemblent autour de l'accès à l'agriculture et des droits fonciers pendant le contre-sommet du G8 de Rostock. A partir de là, les jeunes membres des organisations proposent de réunir les jeunes Européens en vue de lancer un processus jeunesse au sein de ECVC. La première réunion se tient au Pays basque fin 2007, à l'appel des organisations membres de la Coordination européenne.

2008

Un camp est organisé à Malmö (Suède), en marge du Forum social européen. Des organisations de jeunes agriculteurs et des jeunes engagés dans la problématique agricole ou simplement intéressés se retrouvent pour une semaine d'échanges et de formation. Leur enthousiasme est grand et décision est prise que le fait de ne pas appartenir à une organisation ne doit pas empêcher les jeunes de s'engager dans les luttes paysannes.

La deuxième réunion se tient dans le cadre de la conférence internationale de La Via Campesina (LVC) à Maputo (Mozambique), avec une participation relativement forte des Européens. Deux organisations syndicales sont représentées. L'idée de nous structurer en tant que jeunes agriculteurs en Europe fait son chemin. Les questions spécifiques au continent européen commencent à être mieux définies.

La réunion de Maputo est suivie d'une autre en Belgique un mois plus tard. Les jeunes veulent se

définir eux-mêmes en tant que groupe à part et l'idée s'impose de trouver un nom qui représente les jeunes membres et les membres non-affiliés à une organisation. Ce sera : « Reclaim the fields » (RTF). Cette « distanciation » à l'égard de nom de ECVC est associée à un long processus de discussion sur la participation ou le manque de participation des jeunes dans les organisations existantes et sur les différentes formes d'organisation au sein d'un même mouvement.

2009

Le premier camp européen sous la bannière RTF a lieu à Minerve (France), où plus de 400 jeunes se rassemblent autour de l'accès à la terre et des luttes paysannes. Le mouvement grandit et adopte un mode de fonctionnement différent de celui de ECVC. Les membres actifs des deux mouvements continuent de faire le lien entre les deux.

2010

Début 2010 à Genève, les membres actifs organisent une formation d'une semaine pour tenter de rallier les syndicats de jeunes et promouvoir la diffusion de l'information sur les luttes paysannes. Le « processus jeune » interne est en marche dans les organisations. Ils décident de créer une « jeune ECVC », un groupe de travail composé de jeunes délégués de toutes les organisations membres afin de mieux coordonner et structurer l'action des jeunes paysans et de faire entendre leur voix. Autonomiser les jeunes est essentiel – ils sont les gardiens de l'agriculture de demain – pour qu'ils puissent participer plus activement à l'organisation et nourrir l'analyse et les positions de l'organisation en y apportant le point de vue des jeunes.

Fin 2010, les jeunes ECVC participent aux mobilisations organisées par la LVC à Copenhague (Danemark) lors du contre sommet COP15 sur le réchauffement climatique. Pour la première fois, ECVC et RTF s'unissent pour une même lutte pendant une semaine. Les participants se retrouvent sur le terrain, comme un moyen de partager des idées et une action collective.

2011

En début d'année, un petit groupe de jeunes se réunit à l'issue de l'Assemblée générale de ECVC à Louvain-la-Neuve (Belgique) et décide d'organiser une deuxième semaine de formation politique à l'intention des jeunes d'ici la fin de l'année.

Le Forum Nyéléni Europe sur la souveraineté alimentaire se tient à Krems (Autriche) en août de la même année, avec une forte participation des jeunes ECVC et du mouvement RTF.

Septembre 2011 : 2<sup>e</sup> camp européen RTF à Rosia Montana (Roumanie)

**Novembre 2011 : 2<sup>e</sup> semaine de formation politique pour les jeunes au Centre européen de la jeunesse de Strasbourg. Le présent rapport rend compte des travaux et des conclusions de cette session d'étude.**

## **Pourquoi cette session d'étude ?**

Elle s'inscrit globalement dans le processus de promotion de l'inclusion des jeunes dans la lutte pour la souveraineté alimentaire, dans la mesure où les jeunes représentent l'avenir, d'un point de vue à la fois pratique (ce sont eux qui nourriront le monde) et politique (ce sont eux qui défendront les droits des travailleurs agricoles).

Plus spécifiquement, elle vise à poursuivre les initiatives décidées à l'issue de la formation de Genève : le renforcement des jeunes dans l'agriculture et surtout l'accès à la terre, sont nécessaires pour nourrir la population européenne de façon saine et durable.

Cette deuxième formation politique des jeunes Européens reste un espace de participation de la jeunesse, tant au niveau international qu'europpéen et local pour les jeunes militants des organisations membres de la Coordination européenne Via Campesina.

Objectifs figurant sur l'invitation :

- *Rassembler les jeunes des organisations européennes, prendre des mesures pour toucher un groupe dynamique de « jeunes » Européens au sein de la Coordination européenne Via Campesina.*
- *Palier le manque d'expérience politique des jeunes : acquérir les outils qui nous permettront d'analyser et d'expliquer comment nous participons au monde de l'agriculture et participer à ses luttes de manière informée.*
- *Comprendre les origines et les luttes de LVC et de ECVC (pourquoi elles ont été créées et comment elles sont structurées), de manière à pouvoir interagir avec elles.*
- *Faire participer les jeunes des organisations membres de LVC, renforcer leur participation à tous les niveaux.*
- *Impliquer les jeunes des pays d'Europe orientale grâce aux contacts établis pendant le Forum Nyéléni en Autriche.*

Texte de l'invitation :

*La branche « jeunesse » de la Coordination européenne Via Campesina (ECVC) a lancé des pistes, à nous de transformer l'essai et pour cela, nous avons besoin de votre participation ! Nous vous invitons à prendre les mesures nécessaires pour permettre à deux jeunes représentants (un homme et une femme) de participer à cette formation d'une semaine.*

*Tous les participants sont invités à se joindre aux différents groupes de travail et à apporter des matériels tels que des semences, des drapeaux, de la musique, de la nourriture, des photos ou des vidéos pour les ateliers autogérés, Mystica et les soirées.*

*La méthodologie permettra à chacun de participer à la préparation et au développement du programme. Nous pensons que l'autogestion est importante, c'est pourquoi le programme prévoit une formation sur ce thème au début de la session. Cet espace nous permettra de faire connaissance et de partager nos expériences et nos luttes. Nous inviterons également des « personnes ressources » qui seront là pour nous aider au niveau du contenu, mais là encore, les discussions horizontales et participatives entre jeunes sont essentielles. Cette approche est participative et horizontale dans la mesure où les participants sont responsables de la méthodologie, des rapports et du déroulement du programme de la session ; plusieurs groupes de travail seront constitués avant, pendant et après la session d'étude. Afin de promouvoir le processus d'apprentissage interculturel, le programme prévoit des créneaux pendant lesquels les participants auront la possibilité de présenter les*

*projets (agricoles) qu'ils développent dans leur pays ou région, ce qui, là encore, varie souvent selon la culture de chacun. Ils seront soutenus par deux jeunes membres de ECVC.*

*La session d'étude se déroulera au Centre européen de la jeunesse du Conseil de l'Europe (rien à voir avec le Conseil européen)<sup>1</sup>. Nous espérons que cet environnement aura une bonne influence sur notre travail. Nous pourrions certainement l'évaluer à la fin.*

*Les participants à la session sont de jeunes représentants des organisations paysannes et de travailleurs agricoles. En général, ils sont exploitants agricoles ou travaillent dans l'agriculture, mais il y a aussi des jeunes sans terre. Chaque organisation membre de la Coordination européenne Via Campesina peut envoyer une femme et un homme à la session, afin de soutenir le manque de participation des femmes dans ces structures. Age limite : 35 ans.*

Le programme prévoyait plusieurs thèmes, notamment : la souveraineté alimentaire, le rôle des institutions internationales, la Politique agricole commune de l'Union européenne, l'agroécologie, les questions de genre et son rôle dans l'agriculture, les travailleurs migrants en agriculture, ainsi que des visites d'exploitations et, dans le cadre d'un échange régional, la participation à une action contre le brevetage des semences organisée par la Confédération paysanne. Pour de plus amples informations sur le programme, se reporter à l'annexe.

Chaque journée a démarré avec un **MYSTICA**, une manière symbolique, irrationnelle, spirituelle, émotionnelle et créative de représenter le travail, les défis et les grandes préoccupations des petits agriculteurs. Les Mysticas nous ont soudés en tant que groupe et ont favorisé un sentiment positif d'appartenance en nous incitant à mener nos luttes au niveau artistique aussi. Elles ont aussi été un joli moyen de rendre hommage à notre diversité culturelle et à l'égalité des sexes.



## Méthodologie

### **Méthodes de facilitation**

La session a débuté par une formation d'une demi-journée sur les compétences de facilitation, le but étant de soutenir les processus de la semaine et les réunions futures, et d'acquérir de nouvelles compétences qui seront utiles aux participants une fois de retour dans leurs groupes respectifs.

---

1

<http://www.coe.int/lportal/web/coe-portal>

Le rôle du facilitateur est de faire en sorte que le programme de la session soit respecté ; il aide aussi le groupe à travailler de façon harmonieuse, créative et démocratique. Tracey Wheatley, facilitatrice du groupe et formatrice de la session, nous a présenté les différentes techniques dont dispose un facilitateur pour favoriser le travail en groupe. Elle nous a également parlé des difficultés possibles. Par exemple : faire en sorte que personne ne soit exclu ou interrompu ; les personnalités dominantes ou les groupes qui pensent tous la même chose ; les différents niveaux de compréhension des thèmes discutés ; les comportements passifs ou non coopératifs.

Les principaux outils du facilitateur sont : des tableaux de conférence, des feutres, des post-it, du papier, un programme et une montre. D'autres outils peuvent être utiles, selon le type de formation. Il importe également de fixer les objectifs au début de la session et d'informer les participants du temps imparti aux discussions.

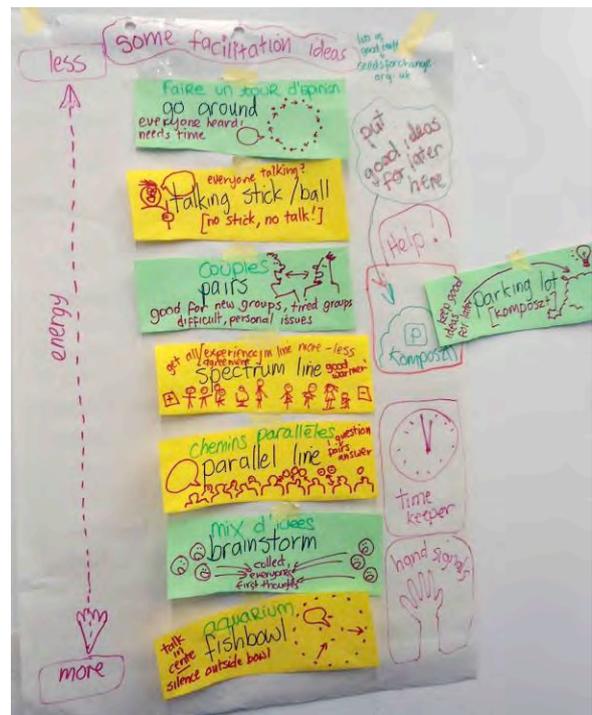
Parmi les autres outils présentés, on peut citer : **la prise de décision par consensus, les accords de groupe, le parking et divers types d'interactions.** Nous avons appliqué certaines de ces méthodes pendant la session d'étude.

La prise de décision par consensus est un moyen créatif et dynamique de parvenir à un accord entre tous les membres d'un groupe. Des échanges respectueux entre égaux sont la clé du consensus. La prise de décision par consensus s'appuie sur l'idée que l'individu doit contrôler pleinement sa vie et que le pouvoir doit être partagé par tous, et non pas concentré entre les mains d'une minorité.

Un « accord de groupe » a été trouvé, en veillant à ce que tout le monde comprenne bien les processus, ce qui a aussi apporté de la fluidité à la décision. L'accord de groupe figure à la fin du document et peut être adapté en fonction de la réunion.

Autres méthodes d'interactions utilisées pendant la semaine : cercle excentrique (Fishbowl), lignes parallèles, pairs, brainstorming, groupe de différentes tailles, bâton de parole, tour d'horizon, spectre et feedback

Le **cercle excentrique (Fishbowl)** est l'une des plus intéressantes. Ce type de discussion peut être utilisé pour animer des groupes importants. Un petit groupe de personnes, assises en cercle, discute. Il est entouré d'un groupe plus grand d'auditeurs assis qui forment un cercle extérieur. Le facilitateur ou l'expert expose brièvement (5 à 10 mn) les lignes directrices de la discussion ; ensuite, le cercle intérieur commence à discuter. Le cercle extérieur écoute et observe. Si un auditeur veut intervenir et intégrer le cercle intérieur, un participant du cercle intérieur doit libérer une chaise et rejoindre le cercle extérieur.



<http://www.ilo.org/public/french/support/lib/knowledgesharing/meetings.htm>

## Exemples de méthodes

- Tour d'horizon : chaque participant prend la parole et donne son avis
- Lignes parallèles : les participants forment 2 lignes parallèles, chacun parle avec son vis-à-vis sur un sujet donné.

- Pairs : aide à se forger sa propre opinion et à comprendre l'autre
- Brainstorming : échanges d'idées sur un sujet donné, permet de recueillir le maximum d'idées
- Bâton de parole : tout le monde a la possibilité de s'exprimer
- Spectre : le facilitateur affirme quelque chose, une partie de la salle est d'accord avec lui, l'autre n'est pas d'accord. Les participants se placent à un endroit de la pièce pour montrer à quel point ils sont d'accord avec son affirmation (exemple : je comprends, je ne comprends pas).
- Feedback : les discussions en petits groupes sont rapportées à un groupe plus important

Le parking est un autre outil important. Il s'agit d'un espace où les bonnes idées qui ont émergé pendant la réunion sont recueillies en vue d'une conversation ou réunion future.

L'animateur peut aussi déléguer certaines tâches à des participants – l'un est chargé de surveiller l'heure, un autre de prendre des notes et de surveiller les mains qui se lèvent pour s'assurer que tous ceux qui le souhaitent auront la parole.

Pour en savoir plus sur les compétences de facilitation : <http://www.seedsforchange.org.uk/>

## Accord de groupe des jeunes ECVC

L'accord suivant a été conclu par les participants à la formation.

Il pourra servir de base pour toutes les réunions de la jeune ECVC.

- Levez la main si vous souhaitez prendre la parole.
- Ne coupez pas la parole de l'orateur.
- Repérez ceux qui veulent prendre la parole.
- Utilisez les signes de la main convenus pour intervenir.
- Faites preuve de respect mutuel et ne soyez pas sexiste.
- Mettez-vous d'accord sur la prise de décision, par consensus ou à la majorité. Pour la présente réunion, nous avons décidé de réserver le consensus aux grandes décisions.
- Faites attention à ceux qui n'ont pas parlé et encouragez-les à participer.
- Déléguez – prise de notes, chronométrage, etc.

Le présent accord peut être modifié pour répondre aux besoins spécifiques de la réunion.





## Contenu de la session d'étude

### ***Introduction sur la Souveraineté Alimentaire***

*Ludwig Rumertshofer*

La Souveraineté Alimentaire est un concept très large qui touche à une partie importante de chacun d'entre nous – l'alimentation est essentielle pour tous les peuples de la terre. Le concept a été proposé pour la première fois en 1996 par La Via Campesina lors du sommet de la FAO à Rome. Le concept politique de la souveraineté alimentaire est le droit de la population mondiale, de chaque région ou pays de définir sa propre politique agricole et alimentaire. Toutes les organisations membres de La Via Campesina ont introduit le concept de la souveraineté alimentaire au moyen de diverses initiatives locales. En 2007, lors du premier Forum mondial pour la souveraineté alimentaire, le concept a été revu comme suit :

*La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à la santé, le droit de produire de façon durable et respectueuse de l'environnement, et le droit de choisir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. Elle met les producteurs, les distributeurs et les consommateurs au centre des systèmes et des politiques alimentaires en lieu et place des diktats des marchés et des corporations. Elle défend les intérêts de la génération à venir et plaide en faveur de sa participation. Elle représente une stratégie pour résister et démanteler les trafics et le régime actuels. Elle se veut un guide pour les systèmes alimentaires, l'agriculture, la pêche et l'élevage qui devraient être décidés par les producteurs locaux. La souveraineté alimentaire promeut des échanges commerciaux transparents, qui garantissent des revenus pour tous et le droit des consommateurs de contrôler leur régime alimentaire et leur nutrition. La souveraineté alimentaire implique de nouvelles relations sociales libres et égalitaires entre les hommes et les femmes, entre les peuples, entre les groupes raciaux, les classes sociales et les générations.*

Lors de la Conférence internationale de Via Campesina à Maputo au Mozambique (2008), chaque organisation a été invitée à modifier les lois de son pays ou de sa région pour promouvoir la souveraineté alimentaire.

En 2011, dans le cadre du Forum européen de Nyéléni, des organisations ont demandé le renforcement du mouvement et l'application de la souveraineté alimentaire dans leur pays. Un travail énorme a été effectué jusqu'à présent pour mettre en œuvre les conclusions du Forum de Nyéléni d'août 2011 (Autriche).

## Conditions de la Souveraineté Alimentaire

- Privilégier la production agricole locale pour nourrir la population locale ;
- Accès des agriculteurs et des propriétaires fonciers à la terre, à l'eau, aux semences et aux crédits ;
- Pour le paysan, droit de produire des denrées alimentaires et pour le consommateur, droit de choisir les produits qu'il veut consommer ;
- Pour les pays, droit de se protéger contre les importations de produits agricoles et alimentaires à bas coûts (dumping), suppression des aides aux exportations ;
- Des prix agricoles basés sur les coûts de production ;
- Participation de la population au choix de la politique agricole ;
- Reconnaissance des droits des agriculteurs qui jouent un rôle important dans la production alimentaire.

Suivant l'exemple de la Suisse dans le canton de Genève en 2001, Uniterre a organisé un débat avec les organisations agricoles, les syndicats et les consommateurs. D'autres cantons ont changé leurs lois depuis 2005. En 2008, l'Union suisse des paysans (USP) a obtenu que la souveraineté alimentaire soit inscrite dans la loi fédérale. En 2011, Uniterre a créé une plateforme nationale pour la souveraineté alimentaire avec la participation d'une vingtaine d'organisations. Cette année, des critères minimums ont été développés en commun.

***La souveraineté alimentaire est aujourd'hui perçue comme l'un des moyens les plus efficaces pour résoudre la pauvreté alimentaire et la crise climatique actuelles.***

## **Introduction sur l'agroécologie**

*Silvia Pérez-Vitoria*

*L'agroécologie fait avancer, comme l'utopie « sirve para caminar ».*

L'agroécologie ne partage pas la vision d'une agro-industrie convaincue que l'homme peut dompter la nature. Dans l'agroécologie, l'homme cohabite en synergie avec la nature et s'en inspire pour créer son système agricole.

On peut définir l'agroécologie comme « l'application des principes écologiques à la production alimentaire ». L'agroécosystème – ou agrosystème – est au centre de ce concept : une unité représentée par un agriculteur qui, comme tout écosystème, doit être autonome et s'autogérer, et pour cela il doit limiter les inputs et les outputs (recyclage). Le soleil est la principale source d'énergie. Pour que la boucle soit bouclée, tous les maillons de la chaîne alimentaire (producteurs – consommateurs – décomposeurs) sont nécessaires, ils être sains et favoriser la biodiversité, dont les habitants microbiens du sol font partie.

Une autre définition de l'agroécologie, plus large, intègre les **dynamiques sociales, économiques et politiques** :

L'agroécologie est fondée sur le principe d'une coévolution sociale et écologique. Un dicton précolombien dit ainsi : « la grandeur d'une population ne se mesure pas tant à ses réalisations ou à ses richesses qu'à son système social et à ses relations avec Pachamama (Terre-Mère) ».

L'objectif est de réinstaurer des systèmes ruraux et sociaux capables d'assurer la prospérité de la nature et des hommes et des femmes qui y vivent. C'est pourquoi l'agroécologie a une vision plus globale (holistique) qui résulte des apports successifs des agronomes, des écologistes, des géographes, des historiens, des anthropologues, des sociologues et des ethnobotanistes.

La principale tâche consiste à intégrer et à réévaluer le savoir et les pratiques des paysans (révolution du savoir), car pendant des milliers d'années des groupes de paysans à travers le monde entier ont su, avec leurs pratiques, préserver l'équilibre de la planète. L'agriculture paysanne est effectivement la plus proche des principes de l'agroécologie et avec ces pratiques éco-vertueuses, et l'agroécologie mérite considération et respect.

Le paradigme agroécologique est aux antipodes du paradigme agroindustriel. Son concept n'a rien à voir avec la logique productiviste de l'agroindustrie, qui repose sur l'idée que, pour nourrir la population mondiale, il suffit de produire massivement et à bas coûts avec l'aide des « esclaves de la technologie et de la chimie » qui font la prospérité de quelques multinationales, qui polluent et épuisent les ressources naturelles. A contrario, l'agroécologie est la voie de la souveraineté alimentaire et s'appuie sur ses valeurs. L'agriculture a vocation à produire des denrées alimentaires, pas à faire et à investir de l'argent. L'agriculture paysanne peut nourrir le monde ; l'agriculture urbaine, les circuits courts, la diversification, les ressources semencières, les ressources paysannes, des enquêtes indépendantes et beaucoup d'autres solutions peuvent nous soutenir dans notre lutte contre l'agroindustrie.

*“La Utopía está en el horizonte.  
Me acerco dos pasos, ella se aleja dos pasos.  
Camino diez pasos y el horizonte  
se desplaza diez pasos más allá.  
¿Entonces, para qué sirve la utopía?  
Para eso: sirve para caminar”  
(Eduardo Galeano)*

# **Histoire de la Politique Agricole Commune (PAC)**

Jeanne Verlinden

Les premières politiques agricoles remontent à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Jusque-là, l'Europe devant gérer des pénuries plutôt que des excédents, elle ne soucie pas de protéger ses marchés agricoles. Quand l'industrie se développe et que la demande de matières premières et de céréales augmentent, de nombreux agriculteurs s'installent. Or le transport ferroviaire et maritime se développe en parallèle, et les prix des importations s'effondrent. L'arrivée massive de céréales en provenance de Russie et d'Inde dans les ports européens signe la ruine des producteurs, des propriétaires terriens et de l'économie rurale. Tous les pays d'Europe occidentale mettent alors en place des politiques protectionnistes et imposent des droits de douane.

Le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) voit le jour en 1947. Il constitue le cadre des grandes négociations commerciales internationales menées depuis 1995 par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Au départ, le GATT n'était pas favorable au libre-échange pour les produits agricoles et autorisait d'autres pays à protéger leur agriculture, à la condition qu'ils contrôlent leur production et leurs exportations.

## **PAC**

Le Traité de Rome de 1957 et l'article 33 ont créé les fondements de la PAC et les premiers instruments politiques voient le jour en 1962. Les six pays signataires sont l'Allemagne, la France, l'Italie et les trois pays du Benelux. Ces pays répondaient à deux conditions :

- ils avaient déjà protégé leur agriculture et
- ils avaient signé le GATT, qui stipulait que la protection de l'agriculture était soumise à une gestion des stocks.

### La PAC repose sur quatre grands principes :

- L'unicité du marché : ouverture des frontières, libre circulation des marchandises.
- La préférence communautaire : les produits de la CEE ont la préférence sur ceux du marché mondial. Normalement, ils s'accompagnent d'une série de mesures / taxes sur de nombreux produits comme les céréales, le bœuf, le lait, le sucre.
- Parité et productivité : des prix minimum sont garantis pour maintenir les revenus des producteurs (voir demande de parité) ; aide au développement productiviste afin de garantir des prix raisonnables pour les consommateurs.
- La solidarité financière : les dépenses imposées par la PAC sont prises en charge par le budget communautaire, indépendamment du montant des contributions des membres

### Les cinq grands mécanismes de la PAC :

- Les barrières douanières
- Fixation d'un prix d'intervention : si le cours est inférieur au prix garanti, la CEE (future UE) décide d'acheter, de stocker et d'exporter, de distribuer ou de détruire les stocks.
- Les restitutions (exportations subventionnées) : pour combler l'écart entre le cours mondial et le prix d'intervention
- Pas de gestion de l'offre (sauf pour le sucre, puis le lait)
- Des mesures structurelles pour éliminer les fermes non viables, agrandir et moderniser les autres pour qu'elles produisent à bas coût.

Dans les Organisations communes des marchés (OCM) agricoles européens, ces mécanismes varient selon les produits.

## **Deux erreurs majeures ont favorisé les excédents**

Les accords du GATT sont un échec en ce que la protection des frontières n'est pas soutenue par un mécanisme de gestion de l'offre – il n'y a pas de quotas de production. Exception importante au

principe de la préférence communautaire : les nourritures destinées aux animaux peuvent être importés sans taxes. Conséquence : une production supérieure à la demande et moins d'importations traditionnelles, mais des surplus de plus en plus importants.

Sur le marché mondial, c'est l'heure des grandes liquidations. Les aides aux exportations sont mises en place, au grand dam des exportateurs, en particulier argentins et australiens, mais surtout au détriment des producteurs dans les pays pauvres, surtout parce que les exportations étaient déguisées en aides alimentaires pour le blé, le lait en poudre, les poulets.

Le développement d'une production agricole intensive aux abords des ports maritimes – bientôt rejoint par l'industrie – n'a fait qu'aggraver la situation des importations alimentaires, (Rotterdam, Anvers, Lorient, Ravenne, avec les conséquences économiques, sociales et environnementales que nous connaissons). Les problèmes ne sont pas résolus et, dans les années 1980, les positions se durcissent.

### **Les accords sur l'agriculture**

« *L'OMC et la PAC nous entraînent sur un terrain très glissant* » (1992, Accords de Blair House, MacSharry, commissaire européen)

Les Etats-Unis refusant de revenir sur les accords du GATT, l'Union européenne doit continuer à importer des oléoprotéagineux sans droits de douane en provenance des États-Unis. Parallèlement, les Américains exigent la suppression des aides aux exportations et aident les producteurs locaux avec un programme de gel des terres et d'autres mesures.

La réforme de la PAC en 1992

MacSharry négocie les futurs accords du GATT et accepte les conditions des Etats-Unis de limiter la zone de production des oléoprotéagineux en Europe (= *atteinte à notre souveraineté alimentaire*), ainsi qu'un alignement progressif des prix des céréales sur les cours mondiaux, assorti d'un système de paiements compensatoires à l'hectare. → *Conséquences* : instauration d'une forme d'équilibre entre les exportations céréalières et les importations fourragères (les producteurs industriels achetant des céréales moins chères).

1994 : accords de l'OMC sur le GATT

Les deux superpuissances – Etats-Unis et Union européenne – imposent leurs règles. Une définition injuste du dumping permet de blanchir les pratiques de dumping dans des pays tiers : des exportations à un prix égal au prix national et ce, même s'il est inférieur aux coûts de production (compensé par des aides dans l'Union européenne, par rien du tout dans les pays du sud !). → *Conséquence* : la liquidation des petits producteurs.

2003 : avant et après le sommet de l'OMC à Cancun

La Commission demande le découplage des aides, malgré l'opposition de certains pays. Chaque pays est libre d'appliquer les directives comme bon lui semble en vue de renationaliser les politiques agricoles. Aux yeux des contribuables, les paiements perdent leur légitimité. Suppression des quotas laitiers annoncée pour 2015 et démantèlement des paiements directs.

2008 : suppression des instruments de régulation du marché

Pour justifier sa politique, l'Union européenne vante le rôle multifonctionnel de l'agriculture, le modèle agricole européen. Création d'une Politique agricole commune à deux piliers.

PAC 1<sup>er</sup> pilier : aides « directes » destinées à soutenir le marché sont financées sur le budget de l'Union européenne

PAC 2e pilier : volet « développement rural », représente 20 % du budget, cofinancés par les pays membres (selon le principe de subsidiarité).

Toutes ces réformes s'inscrivent dans une stratégie commerciale agressive. L'Union européenne pratique une rhétorique qui cache des intérêts agressifs, en parlant par exemple d'« accords de

partenariat » à propos des accords de libre-échange. Dans le deuxième pilier, on trouve les préoccupations environnementales, les subventions agri-environnementales, etc. Autant de mesures intéressantes en soi, mais qui ont peu d'effet et ne changent pas fondamentalement la suite : l'emploi décline dans le secteur agricole, le modèle agricole productiviste continue de dominer l'économie agricole, avec les conséquences sociales et environnementales qu'on connaît.

## **La PAC aujourd'hui et la réforme de 2013**

*Henrik Maaß*

La Politique agricole commune (PAC) est l'instrument juridique le plus important pour notre système alimentaire. C'est l'une des rares politiques européennes et compte pour 40 % du budget européen. Actuellement, la PAC repose sur deux piliers. Le premier – le plus lourd – comprend les paiements directs, soit les primes versées à la surface de terre arable aux agriculteurs « éligibles » qui en font la demande, ainsi que les réglementations du marché. Le deuxième pilier porte sur les mesures agri-environnementales et le financement des mesures de soutien au développement rural, mais aussi une « aide » à la recherche.

### **Processus actuel**

La Politique agricole commune est fixée pour sept ans – la PAC actuelle prendra donc fin en 2013. Vu la lenteur des processus de décision politique, les discussions sur la prochaine réforme sont engagées deux ans avant. Le commissaire européen à l'Agriculture, Dacian Cioloș, a lancé une consultation publique – une première dans l'histoire de la PAC. Chaque Européen a pu faire part de ses attentes pour la nouvelle PAC ; trois « options » sont ressorties et ont été mises au débat. La Commission européenne (CE) a présenté ses propositions pour la réforme de la PAC le 12 octobre 2011 ; prochaine étape : le rapport du Parlement européen (PE) et du Conseil européen, qui devront trouver une base commune d'ici fin 2013.

### **Proposition**

Les propositions de la Commission pour la réforme de la PAC prévoient un système à deux piliers plus souples. Les deux piliers devront remplir tous les objectifs de la PAC, notamment le renforcement de la compétitivité, de la durabilité et de l'effectivité de l'agriculture. Les paiements directs – le volet le plus important de la PAC – seront répartis entre un paiement de base (70 %, comme aujourd'hui), un paiement « vert » (30 %, pour la diversification des cultures, le maintien de pâturages permanents, et la préservation de réservoirs écologiques et des paysages) et un paiement « Jeunes agriculteurs » pour ceux qui débutent leur activité agricole (jusqu'à 2 %, sur six ans). Les petits exploitants auront, s'ils le souhaitent, la possibilité d'un paiement simplifié.

ECVC estime qu'une quatrième option est nécessaire pour réaliser la souveraineté alimentaire en Europe.

### **Quel est notre rôle dans ce processus global ?**

Par le passé, peu de gens s'intéressaient à un domaine aussi aride que les politiques agricoles. Or c'est l'instrument législatif le plus important pour l'ensemble du système alimentaire en Europe. Face à la multiplication des erreurs d'aiguillage, les citoyens sont de plus en plus nombreux à prendre conscience de l'importance de la PAC.

Nous avons l'occasion d'utiliser cette sensibilisation à la réforme pour discuter de l'agriculture en général et du type d'exploitations agricoles que veut la société. Tôt ou tard, on parviendra la conclusion que **seuls les petits exploitants peuvent produire une alimentation variée, saine et socialement équitable sans porter atteinte à l'environnement, aux animaux ou aux personnes.**

Pour cela, nous avons besoin de beaucoup plus d'exploitants agricoles en Europe. Notre voix sera plus forte si nous rallions toute la société et nous serons entendus par les décideurs.



Il n'est pas nécessaire de connaître tous les détails de la PAC, mais c'est une chance d'utiliser les débats actuels pour faire entendre nos préoccupations. Le soutien des autres citoyens sera plus fort.

Liens sur la PAC après 2013

<http://nyelenieurope.net/foodsovcap>

[http://ec.europa.eu/agriculture/cap-post-2013/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/agriculture/cap-post-2013/index_en.htm)

## **Session sur l'égalité des sexes et questions de genre**

A l'aide de méthodes interactives et de différents apports, le groupe s'est penché sur la question de l'égalité des sexes et du genre, qui constitue un volet important de l'action de La Vía Campesina. Pour beaucoup de participants, c'est un nouveau sujet.

### **1. Jeu : qu'est-ce que la société attend des hommes et des femmes ?**

Chacun place des post-it sur les 2 tableaux (un pour les femmes, un pour les hommes)  
Attentes qui reviennent le plus souvent

Femmes : être jolie  
être sensible  
faire des enfants, tâches domestiques

Hommes : être fort, avoir du pouvoir  
être rationnel  
chef de la famille, gagne de l'argent

### **2. Jeu : quelles sont les tâches « typiquement » féminines/masculines dans l'agriculture ?**

Il existe des différences régionales et culturelles – les tâches typiquement féminines ne sont pas les mêmes en Italie et en Allemagne – il n'y a là rien de naturel ni de typique, c'est l'influence de la société. Réponses qui reviennent le plus souvent :

Femmes : travail en dehors de la ferme  
travail avec les animaux, traite  
tâches domestiques  
informatique, vente

Hommes : travail sur les engins agricoles

### **3. Apport : quelle est la différence entre « sexe » et « genre » ?**

Si le sexe renvoie aux différences biologiques – chromosomes X ou Y et capacité (non)reproduction –, le genre est une construction sociale : le comportement, le rôle joué par les hommes et les femmes est conscient ou inconscient.

On pense que le matriarcat a régné pendant 40 000 ans avant que le patriarcat tel que nous le connaissons depuis 10 000 ans ne lui succède. Le patriarcat signifie que tout ce qui est lié au sexe masculin a plus de valeur et que les hommes ont plus de privilèges. Le point de vue historique montre qu'il y a là un potentiel de changement dans les systèmes dominants.

### **4. Formation d'un groupe de femme et d'un groupe d'homme et focus sur deux tâches : discussion et identification des défis**

Retours des deux groupes :

- Groupe d'hommes :
  - il faudrait en finir avec ces clichés, mais c'est difficile
  - il est important d'avoir plus de femmes dans les mouvements locaux
  - les agriculteurs ont souvent du mal à trouver des partenaires féminines
  - les différences physiques entre les hommes et les femmes sont réelles (intervention du groupe de femmes : la plupart des différences physiques sont aussi des constructions sociales, à l'exception de la fonction de reproduction)

- Groupe de femmes :
  - changer les choses ne veut pas dire « masculiniser » les femmes
  - inutile de catégoriser les tâches « hommes/femmes ». L'important est de se sentir bien dans ce qu'on fait.
  - prudence avec l'hétéronormativité : il n'y a pas que des femmes et des hommes, il y a aussi les transsexuels, les lesbiens, les gays, les queers
  - en finir avec le patriarcat implique que les hommes acceptent de perdre leurs privilèges
  - problème auquel les femmes sont souvent confrontées : elles se sentent limitées car elles ont peur de la violence physique
  - autonomiser les femmes est important

*En résumé : qui sait de quoi les femmes seraient capables si elles arrivaient à s'émanciper ?*

*Et : qui sait de quoi les hommes seraient capables s'ils arrivaient à s'émanciper ?*

## 5. Apport : La Vía Campesina et genre

Lutter contre le modèle patriarcal hétérosexuel est un volet essentiel des actions de la Coordination européenne Vía Campesina. Il est important de reconnaître la place des femmes dans l'agriculture – leur travail est le plus souvent invisible. Dans nos sociétés, les agricultrices ne sont pas très visibles (les agriculteurs non plus, mais les femmes encore moins).

ECVC poursuit deux objectifs :

1. Peser sur les politiques publiques pour qu'elles prennent en considération et appliquent une discrimination positive en faveur des femmes, notamment dans la PAC, dans l'accès aux crédits, ou en inscrivant les questions de genre au programme des formations agricoles.
2. Travailler au sein des organisations de La Vía Campesina pour garantir l'accès des femmes au mouvement, organiser des formations sur le genre, promouvoir les groupes d'hommes et de femmes dans les organisations, etc.

Tout ce qui précède est inscrit dans la campagne de Vía Campesina contre les violences (physiques, psychologiques et structurelles) à l'encontre des femmes. Une commission internationale a été mise en place pour cette campagne, il y a aussi une commission de femmes au niveau international et un groupe de femmes au niveau européen.

## 6. Travail en groupe (1 d'hommes et 1 de femmes) sur les questions suivantes :

**A quoi ressemble le monde idéal selon vous ? Comment le mettre en place ?**

Chaque groupe présente ses conclusions aux autres, en disposant des feuilles au sol :

- Monde idéal :
  1. pas de distinction de genre, équilibre
  2. pas de clichés
  3. chacun peut être ce qu'il veut (sentiment/apparence/travail/expression), sans devoir appartenir à une catégorie donnée
  4. avoir une vision commune du genre tout en acceptant la diversité
  5. relations créatives entre les gens
- Comment y parvenir :
  1. ouvrir aux hommes les espaces habituellement réservés aux femmes et réciproquement
  2. valoriser toutes les compétences individuelles ; renforcer la valeur de l'allaitement, de l'éducation, des émotions pour créer une société plus bienveillantes
  3. établir la prise en charge de l'enfant
  4. créer chez les gens le désir/la volonté d'être ce qu'ils veulent

5. examiner de manière proactive les relations complexes du pouvoir et des privilèges qui sous-tendent notre travail
6. mettre en place l'égalité des salaires
7. créer des modèles de vie, des alternatives, un espace de réflexion/d'action différent
8. développer tous les sens pour être plus sensible
9. groupe de jeunes : développer un glossaire sur le genre
- 10.** organisations La Vía Campesina : mettre en place des groupes de femmes et d'hommes

## ***La Via Campesina : cadre institutionnel international***

*Valentina Hemmeler Maiga, Uniterre*

La Via Campesina a lancé le concept de la souveraineté alimentaire comme alternative au libre-échange en 1996. Ce concept global autorise/permets aux organisations membres de LVC d'avoir une ligne claire sur de nombreux points. Au fil des années, l'organisation est devenue un interlocuteur incontournable d'un grand nombre d'organisations internationales et d'acteurs sociaux. Elle n'entretient pas le même genre de relations que les organisations et institutions internationales suivantes.

### **Organisation mondiale du commerce (OMC)**

L'OMC inscrit l'agriculture dans ses cycles de négociations en 1986 (Cycle d'Uruguay). Les débats portent sur trois piliers : améliorer l'accès aux marchés, réduire les aides nationales, réduire les subventions aux exportations. Avec ses principaux objectifs – ouverture du marché, libéralisation, concurrence entre des agricultures de forces inégales –, l'OMC est à l'opposé des visions de La Via Campesina. Au nord comme au sud, l'agriculture familiale est la grande perdante de la libéralisation forcée des marchés agricoles, les grands gagnants étant l'agriculture industrielle *transnationale*, axée sur les exportations. La Via Campesina ne traite pas avec l'OMC, car elle juge impossible de réformer une organisation qui a pour seul objectif le commerce et le libre-échange. LVC demande que l'agriculture soit retirée de l'OMC.

<http://www.wto.org/>

### **Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)**

Plusieurs courants se croisent au sein de la FAO. L'un d'eux se concentre sur les technologies agricoles, les grandes exploitations et les « partenariats » avec l'industrie, tandis qu'un autre est convaincu que l'agriculture familiale peut nourrir le monde. Résultat : les rapports sont souvent « contradictoires », notamment le Rapport sur le développement agricole ([www.agassessment.org](http://www.agassessment.org)), très encourageant, mais que la FAO refuse de prendre en considération. Lors d'une rencontre avec l'IPC (International Planning Committee for Food Sovereignty (<http://www.foodsovereignty.org/>)), La Via Campesina et ses alliés se sont fortement impliqués dans la réforme du CSA (Comité de la sécurité alimentaire mondiale) de la FAO (2009) et obtenu que la société civile soit représentée au Comité. Les Organisations de la société civile ont pu faire part de leurs visions à chaque étape des directives mondiales sur les régimes fonciers. La Via Campesina, malgré la complexité de la FAO et la nécessité de la réformer, juge possible et nécessaire de coopérer.

[http://www.fao.org/index\\_fr.htm](http://www.fao.org/index_fr.htm)

### **Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies**

Cet organe intergouvernemental du système onusien, composé de 47 Etats, a pour mission de renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme dans le monde. Une procédure pour la reconnaissance des droits des paysans a été lancée il y a plusieurs années et les Etats ont adopté et signé une convention. Au terme d'un processus interne lancé en 2001, La Via Campesina a adopté une « Déclaration sur les droits des paysans » (Cinquième Conférence, 2008). Son objectif est que le Conseil des droits de l'homme établisse une convention reconnue et ratifiée par les pays. La Via Campesina est régulièrement soutenue par le Comité consultatif des droits de l'homme qui, à la demande de l'Assemblée générale du Conseil, a réalisé des études qui confirment la nécessité d'une convention ou d'une déclaration. Les Etats discuteront de ces études en 2012. Certains pays, notamment en Europe, s'opposent à un nouvel instrument juridique

international qui protégerait les droits des paysans. La Via Campesina continue de collaborer étroitement au processus.

<http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/Pages/AboutCouncil.aspx>

### **L'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV)**

L'UPOV a été établie par la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales, adoptée en 1961 à Paris, et révisée en 1972, en 1978 et en 1991. Elle a pour objectif de protéger les variétés végétales avec un droit de la propriété intellectuelle. Au fil des révisions, l'UPOV a considérablement réduit les droits d'accès aux semences pour les agriculteurs. Cette organisation est favorable aux grands groupes semenciers. Depuis 2010, la Coordination européenne Via Campesina dispose officiellement d'un statut d'observateur.

[http://www.upov.org/index\\_fr.html](http://www.upov.org/index_fr.html)

### **Le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPGAA)**

Le Traité a déjà réalisé la majeure partie de sa première mission de mettre les semences des agriculteurs à la disposition des industriels dans le Nord. Plus de 90 % des semences viennent du Sud. En échange, le Traité s'est aussi donné une deuxième mission : partager les bénéfices économiques réalisés par l'industrie et reconnaître les droits des agriculteurs de semer, d'échanger et de vendre les semences et protéger leur savoir. Mais il n'est jamais allé au bout de sa deuxième mission. L'industrie refuse de partager ses bénéfices et rien n'indique qu'elle le fera demain. Les Etats ont la responsabilité d'appliquer les droits des fermiers, mais la plupart des gouvernements appliquent les droits des éleveurs, qui sont contraires à ceux des agriculteurs. Via Campesina soutient les ONG qui demandent la création d'un groupe de travail permanent (sur le modèle du Comité pour la sécurité alimentaire) en vue d'élaborer des directives sur les droits des agriculteurs, une utilisation durable et un suivi régulier de leur application dans chaque pays signataire, et demande aux instances gouvernementales d'approuver le budget dont il a besoin pour fonctionner.

### **La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)**

Depuis la conférence de Bali sur le changement climatique (2007), La Via Campesina s'intéresse de près à la question et ne cesse de répéter que l'agriculture familiale est un moyen de « rafraîchir la planète ». LVC est fermement opposée à toutes propositions de marchandage du climat ou de l'air (crédits carbone, mécanisme de compensation, Redd, etc.). LVC sensibilise chaque conférence internationale de la CCNUCC pour qu'elle propose des solutions visant à réduire les effets sur le climat.

[http://unfccc.int/portal\\_francophone/items/3072.php](http://unfccc.int/portal_francophone/items/3072.php)

### **Rio +20**

La 4<sup>e</sup> Conférence sur le développement durable des Nations Unies se tiendra du 4 au 6 juin 2012 à Rio de Janeiro au Brésil, qui avait déjà accueilli le Sommet de la Terre en 1992. Pour les gouvernements, les grandes coalitions et les secteurs majeurs de la société, Rio +20 est l'occasion d'imposer des accords favorables à leurs intérêts économiques et environnementaux. Parallèlement, les grandes compagnies transnationales, les principaux acteurs et institutions financières feront tout pour se positionner et imposer leur volonté de faire de la nature un produit de base. L'économie verte sera la vedette de la conférence. Son principal objectif est la privatisation et la marchandisation des systèmes naturels. L'une de nos préoccupations concerne

la volonté de libéraliser les biens et services écologiques, afin de donner un nouveau souffle au processus moribond de l'OMC

Via Campesina poursuit sa lutte contre les mauvaises solutions pour résoudre les problèmes climatiques. Elle s'opposera à l'intégration de l'agriculture paysanne et de l'agroécologie dans les mécanismes des marchés du carbone. Elle plaidera en faveur de la réforme foncière et de la redistribution des terres, de l'agroécologie et de l'agrosylviculture, et du développement de la souveraineté alimentaire, autant de solutions importantes apportées par la politique agricole et alimentaire pour répondre aux changements climatiques.

**<http://www.uncsd2012.org/rio20/>**

## **Session sur les migrants et les travailleurs saisonniers**

La session d'étude prévoyait la projection d'un documentaire, **Les olives et les mandarines ne tombent pas du ciel**, qui montre comment le système agricole industriel exploite les migrants et les travailleurs saisonniers. La projection a été suivie d'un débat avec la réalisatrice, Silvia Pérez-Vitoria.

*Texte sur les travailleurs migrants extraits de la brochure de formation des jeunes*

### **Travailleurs agricoles**

Texte basé surtout sur la position de ECVC sur la « directive sur les travailleurs saisonniers », sur la brochure « agriculture industrielle et esclavage en Europe » et le document cadre de l'axe des « conditions sociales » du forum de Nyéléni.

### **Contexte**

#### **Destruction de l'agriculture paysanne et industrialisation**

L'idéologie (néo)libérale créée par le cadre institutionnel européen et mondial (PAC, OMC, etc.) a contribué à la dissémination des communautés paysannes, au dénigrement de leurs droits et de leur expertise en Europe et dans le monde, et a plongé des millions de paysans dans l'insécurité et/ou les a poussés à abandonner leur exploitation. L'impossibilité de vivre décemment (ou de vivre tout court) a contraint des millions de gens à migrer. Parallèlement, on a encouragé l'industrialisation, la concentration, l'intensification et la spécialisation du secteur agricole et, ce faisant, on a favorisé les zones de production intensives axées sur l'exportation, qui ont besoin de plus en plus de main-d'œuvre. Pour répondre aux besoins, une série de lois organisent la « déportation » d'une main-d'œuvre flexible (dont les contrats saisonniers), tenue littéralement dans l'esclavage. En Europe, le secteur agricole emploie 2 millions de personnes à temps plein et 4 millions à temps partiel, et leur situation dans les zones de production intensive est souvent précaire en termes de logement, de salaires, de nutrition, de représentation, de statut, etc.

#### **Des politiques d'immigration restrictives et utilitaristes**

La forte demande d'une main-d'œuvre asservie (principalement des migrants) de l'agro-industrie est également renforcée par le statut précaire des travailleurs et l'organisation de la migration à des fins purement utilitaires. Les migrants sont ainsi choisis uniquement en fonction des besoins de l'économie. On déroule le tapis rouge pour les migrants hautement qualifiés (la fameuse « carte bleue ») tandis que les petites mains viennent récolter nos légumes et nettoyer les toilettes sur nos lieux de vacances, mais on s'assure qu'elles rentrent dans leur pays une fois le travail fait ! Les employeurs ont l'opportunité de mettre en compétition des travailleurs ayant des statuts différents (saisonniers, permis B, sans-papiers, nationaux, etc.). L'émergence progressive de situations juridiques précaires n'a pas mis fin au statut des sans-papiers, qui sont devenus une variable d'ajustement facile à manipuler. Les différences de statut et la forte concentration de migrants dans les zones de production intensive génèrent une xénophobie rampante qui parfois tourne à la violence, comme en 2001 à El Ejido en Espagne et en 2010, à Rosarno en Italie, où l'on a pu assister à de véritables chasses aux étrangers.

#### **Développements récents**

Deux éléments récents indiquent que cette situation déplorable se renforce et gagne en légitimité. D'abord, l'Union européenne tente de pérenniser la vision ultra-utilitaire et restrictive des migrations avec sa proposition de « Directive travailleurs saisonniers », dont la seule préoccupation est de faire en sorte que les saisonniers rentrent dans leur pays d'origine et fassent preuve de soumission sur leur lieu d'embauche. Ensuite, « ces dernières années, travailleurs et

syndicalistes doivent affronter un nouveau défi : celui des entreprises de travail temporaires. En agriculture, l'heure est à l'externalisation de la main d'œuvre. Les patrons ne sont plus les exploitants agricoles, mais des sociétés prestataires de service... Elles fleurissent en Espagne, en Pologne, en Ukraine... Elles se spécialisent dans le détachement de saisonniers étrangers et jouent sur les complexités du droit communautaire pour échapper aux réglementations et aux conflits syndicaux. Beaucoup emploient moins de 10 salariés, d'autres des milliers. C'est le cas de Terra Fecundis, société de Murcia qui emploie plus de 2000 salariés, en majorité des Equatoriens et des Colombiens qui circulent entre le sud de la France, la Sicile et l'Espagne. La société gère la main d'œuvre et les salaires qui ne sont versés qu'en fin de mission. Opacité et flexibilité maximale ; les agriculteurs peuvent licencier un ouvrier du jour au lendemain. Ces boîtes jouent avec les frontières de la légalité : selon une inspectrice du travail, certaines exploitations du sud de la France font appel à Terra Fecundis après avoir été exclues formellement de la possibilité de recevoir de la main d'œuvre par contrats OFII pour cause d'arnaques ou d'irrégularités. » (Sources : F. Berteau et M. Palain ; J-Y Constantin, B. Mesini ; E. Mauro.)

### **Au sein de ECVV**

Pour La Via Campesina, « il est évident que la lutte pour les droits à un revenu des agriculteurs va de pair avec la lutte pour les droits des travailleurs agricoles et que nous refusons d'adosser le prix des produits agricoles à la baisse des salaires, à la détérioration des conditions de travail et à la promotion de l'esclavage dans le secteur agricole ». Le fait que la précarité de l'emploi dans le secteur corresponde bien souvent à des formes de production agricole intensive et industrielle contre lesquelles nous nous battons, soulève une question fondamentale au sein de notre mouvement : comment pouvons-nous concilier les intérêts à court terme des travailleurs agricoles et les intérêts à moyen terme et/ou à long terme des paysans ? Comment lutter contre une situation inacceptable et proposer une vision à plus long terme du changement radical des structures sociales ?

La discussion du groupe de travail « travailleurs saisonniers, migrations et agriculture » de ECVV a fait ressortir les revendications suivantes :

1. Libre circulation des personnes
2. Dans le cadre de la Politique agricole commune, instauration de la conditionnalité des aides au respect du droit du travail
3. Interdiction pour les Etats d'aider ou de subventionner les exploitants qui ne respectent pas leurs obligations en tant qu'employeurs
4. Création d'un observatoire chargé de suivre les conditions de travail des saisonniers
5. Signature, ratification et mise en œuvre par tous les pays européens de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants
6. Signature, ratification et mise en œuvre par tous les pays européens de la Convention internationale Sécurité et santé dans l'agriculture (convention 184) de l'Organisation internationale du travail
7. Régularisation des travailleurs agricoles sans-papiers.

### **A lire si vous souhaitez en savoir un peu plus :**

Servitude agricole et industrielle en Europe :

[http://www.confederationpaysanne.fr/agriculture-industrielle-servitude-en-europe\\_640.php](http://www.confederationpaysanne.fr/agriculture-industrielle-servitude-en-europe_640.php)

Position du groupe de travail «Travailleurs saisonniers, migrations et agriculture » de la CEVC :

<http://www.eurovia.org/spip.php?article93>

Travailleurs saisonniers dans l'agriculture européenne :

<http://www.cairn.info/revue-etudes-rurales-2008-2.htm>

## ***Le secteur jeunesse du Conseil de l'Europe***

Mara Georgescu présente le secteur jeunesse du Conseil de l'Europe et les aides accordées aux organisations de jeunesse.

Le secteur jeunesse élabore des directives, des programmes et des instruments juridiques pour le développement de politiques de jeunesse cohérentes et effectives au niveau local, national et européen. Il accorde une aide financière et éducative aux activités de jeunesse internationales qui visent à promouvoir la citoyenneté et la mobilité des jeunes et la valeur des droits de l'homme, de la démocratie et du pluralisme culturel. Il s'efforce de réunir et de diffuser expertise et savoir sur la vie, les aspirations et les moyens d'expression des jeunes Européens.

Principaux outils présentés aux participants :

- outils éducatifs, notamment REPÈRES – un manuel d'éducation aux droits de l'homme pour les jeunes. C'est une véritable mine d'informations pour les éducateurs et les jeunes, qui peuvent aussi y trouver des activités visant à inciter les jeunes à s'engager pour les droits de l'homme. Le manuel est disponible en ligne : [www.coe.int/compass](http://www.coe.int/compass)
- cours de formation destinés aux jeunes travailleurs et aux jeunes chefs d'entreprise, séminaires et réunions d'experts sur les priorités spécifiques du secteur jeunesse, à savoir les droits de l'homme et la démocratie, le dialogue interculturel, l'inclusion sociale et l'accès aux droits sociaux, les jeunes Roms, la coopération avec les régions limitrophes, la participation des jeunes et la construction de la paix. Pour en savoir plus sur les priorités et les cours de formation : [http://www.coe.int/t/dg4/youth/default\\_FR.asp?](http://www.coe.int/t/dg4/youth/default_FR.asp?)
- soutien financier des activités de jeunesse par le Fonds européen pour la Jeunesse (FEJ), qui financent des réunions internationales de jeunes, des activités de jeunesse autres que les réunions, prend en charge les frais administratifs des organisations de jeunesse internationales et soutient également des projets pilotes au niveau local. Pour plus d'informations : <http://www.eyf.coe.int/fej/>
- coopération avec les gouvernements sur les questions relatives à la jeunesse et au développement des politiques de jeunesse dans les 47 Etats membres du Conseil de l'Europe
- activités interculturelles, notamment sessions d'étude, dans les Centres européens de la jeunesse de Strasbourg et de Budapest, qui rassemblent des responsables de jeunesse et des membres d'organisations de jeunesse autour d'un sujet spécifique et dont les conclusions sont importantes pour les priorités et les programmes du secteur jeunesse du Conseil de l'Europe. Pour plus d'informations : [http://www.coe.int/t/dg4/youth/training/study\\_sessions/default\\_FR.asp?](http://www.coe.int/t/dg4/youth/training/study_sessions/default_FR.asp?)

## ***Visites d'exploitations agricoles***

### **Alsace**

Un après-midi consacré à la visite de plusieurs exploitations agricoles était au programme de la formation. Notre groupe a d'abord rencontré Helen Faust, qui élève des porcs depuis 2006, l'année où elle a repris l'exploitation familiale. Elle a décidé de vendre tous ses porcs à l'Association pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP). Une fois par mois, les 120 familles membres viennent chercher leur « panier » de viande et de charcuterie à la ferme. Tous les aliments destinés aux porcs (orge, avoine, triticales, seigle, amidonnier, faveroles et betteraves) proviennent de ses 37 ha de terres. Helen est totalement indépendante, y compris pour la vente de ses produits qui ne subissent pas les fluctuations de prix, ce qui lui garantit un revenu stable et contrôlé.

Nous nous sommes ensuite rendus chez Daniel Starck, artisan boulanger et exploitant agricole, également porte-parole de la Confédération paysanne d'Alsace. Sur sa ferme de 25 ha, il cultive du blé, de l'épeautre et du seigle selon les pratiques de l'agriculture biologique. Il utilise un moulin à meule de pierre pour transformer ses céréales en farine – dont il sert pour fabriquer son pain. Il vend son pain cuit au four à chauffage direct au bois dans son épicerie bio et à l'AMAP. Actuellement, il emploie cinq personnes.

Que retenir de ces deux visites ? D'abord, qu'il est possible de vivre de l'agriculture dans des petites exploitations grâce à la valeur ajoutée apportée par la fabrication et la vente directe de produits transformés. Par ailleurs, ces systèmes créent des emplois, protègent l'environnement et favorisent les relations avec les consommateurs. A nous de nous battre pour que ce type d'agriculture soit mieux reconnu et encouragé !



## Allemagne

### *Obstgut Joel Siegel KG, agriculteur bio*

Siegel a racheté ses terres à un agriculteur qui n'avait pas de successeur en mars 2009. L'ancien propriétaire pratiquait une agriculture conventionnelle, mais depuis juillet 2009, Joel Siegel a adopté les pratiques de l'agriculture biologique. Aujourd'hui, sur les 25 ha de l'exploitation, 12 sont dédiés à des cultures spéciales (asperges, citrouilles, fraises, groseilles à maquereau, framboises, pommes, abricots, pêches, poires, en cultures associées). Sa société emploie trois personnes à plein temps et 3 ou 4 saisonniers.

Une opération basée sur un *système de financement régional solidaire* :

L'opération s'inscrit dans le cadre d'un partenariat régional avec Regionalwert AG (société anonyme coopérative d'épargne citoyenne) conclu en novembre 2009. Le principe est le suivant : des citoyens investissent dans *Regionalwert* en achetant une ou plusieurs actions à 500 € et grâce à cette épargne, l'entreprise aide à financer les entrepreneurs et petits producteurs de la région. Les actionnaires doivent attendre que l'entreprise fasse des bénéfices (gains nominaux) pour toucher des dividendes, en cas de déficit, ils ne perçoivent rien sur le capital investi, uniquement sur les intérêts. Actuellement, *Regionalwert AG* compte six agriculteurs et des consommateurs. Dans ce système, tout le monde est gagnant ! Chaque année, les bénéficiaires doivent remettre un rapport dans lequel plusieurs éléments sont passés en revue (aspects sociaux des revenus, conditions de travail et qualifications, etc.).

Dans cette région viticole (vin rouge et vin blanc), on produit aussi toutes sortes de raisins (de la Forêt Noire à Bâle). Le salaire des travailleurs agricoles a fortement chuté dans les exploitations conventionnelles (3,50 € à 4,50 €/heure pour les saisonniers). Les bénéfices éventuels sont redistribués aux salariés (9,50 €/heure). Il n'y a pas de hiérarchie, tout le monde fait tout. L'objectif de Siegel d'ici cinq ans : faire des bénéfices pour investir.



### *Luzernerhof - WIDMAIER, Seefelden*

Ferme biologique depuis 1986. 2000 bidons, 24 ha de terre arable, 4 ha de pâturages. La ferme produit du fromage depuis 2004, car le lait ne pouvait pas être vendu sous le label bio. Produits frais du jour (fromages, yaourts, lait pasteurisé pour la restauration). Fromages au lait cru. Obligation de pasteuriser le lait conformément aux directives européennes, mais acheter un pasteurisateur représente un gros investissement. On utilise uniquement des techniques de traite simples ; à la ferme Widmeier-Luzernerhof, on élève des Fleckvieh, une race mixte (lait et viande).

Il est impossible de faire paître le bétail, car il est très difficile d'obtenir des pâturages, et dans le village, il n'y a pas suffisamment d'espace disponible. Pour fertiliser les champs, on utilise du fumier.

### **Action contre la privatisation des semences**

Le groupe a participé à une action directe organisée par la Confédération paysanne d'Alsace contre une nouvelle loi française qui oblige les agriculteurs à payer des royalties sur les semences et qui renforce le lobby des semenciers. Les semences des paysans traditionnels sont distribuées localement.



### **Interviews de participants**

Fabian, présent à la session d'étude, a réalisé plusieurs **interviews** de participants : Daniel de l'UAGA (Espagne), Jesus du Mijarc (Espagne), Henrik et Simone d'AbL (Allemagne), Vanessa de

Fugea (Belgique), Karen de Scottish Crofter (Ecosse), Anna (Hongrie), Solenne de Mijarc (France), Flavio et Antonio d'Aiab (Italie). Elles sont disponibles ici :

<http://linksunten.indymedia.org/de/node/50834>



# Conclusions

## ***Axes des travaux futurs des jeunes ECVC :***

### **\* Actions directes**

Promotion et soutien des actions directes en faveur de la souveraineté alimentaire, notamment occupations de terres, décontamination des champs OGM, blocage des ports, etc.

### **\* Echanges d'expériences et informations**

Développer le site Web de ECVC avec une carte indiquant les initiatives des jeunes

### **\* Bibliographie et liens avec les exploitants**

**Importance d'associer la recherche au savoir et aux expériences des exploitants, et de proposer cet outil aux jeunes agriculteurs.**

### **\* Documentation**

- actualiser le texte sur la plate-forme jeunesse (agro-écologie, résumé en introduction)
- développer le document relatif à la vision agricole sur le genre d'agriculture que nous voulons pour l'avenir.
- document sur les propositions des jeunes pour la réforme de la PAC
- développer un manuel pour promouvoir la formation continue.

### **\* Formation**

- politique (proposition : dans une ferme d'Europe de l'Est/orientale)
- pratique – aide à la mise en place du réseau Reclaim the Fields
- PAC

### **\* Intégrer ou réactiver les groupes de travail ECVC**

1. La PAC
2. La réforme agraire et l'accès à la terre
3. Les femmes

### **\* Financement**

Contribuer à la recherche de financements pour ces activités.

### **\* Traduction**

Financer la traduction des documents afin de garantir une participation des jeunes aussi forte que possible.

## ***Plate-forme jeunesse***

Le modèle agricole dominant est en crise ; victimes des lois du marché, les petits agriculteurs ont presque tous disparu. Parmi d'autres choses, le modèle capitaliste détruit l'agriculture paysanne, la vie sociale dans les campagnes et la possibilité de produire des aliments de qualité et non polluants. Du coup, les jeunes qui travaillent dans l'agriculture manquent de perspectives.

## **Problèmes rencontrés par les jeunes :**

### **Accès aux terres agricoles**

Depuis 1960 et la Politique agricole commune européenne, l'agriculture a évolué, les terres agricoles sont concentrées entre les mains d'un nombre toujours plus réduit d'exploitants (expansion des groupes agricoles, mécanisation de la production, prise de pouvoir, etc.). Les jeunes qui veulent s'installer n'ont pas les moyens de racheter ces grosses exploitations, elles sont bien trop chères. L'urbanisation croissante et la frénésie de la spéculation foncière ne font qu'aggraver le problème en détruisant nombre de terres agricoles autour des villes et des villages. Les terres sont souvent détournées de leur vocation agricole dès lors qu'elles peuvent être vendues pour des constructions/à des promoteurs immobiliers. Tout cela est très regrettable, quand on sait que rien n'est proposé pour stopper ce processus.

### **Formation**

Les formations agricoles ne sont pas adaptées aux besoins de l'agriculture paysanne. Les jeunes sont formés aux pratiques d'une agriculture productiviste et industrielle, totalement déconnectée de sa fonction première : produire une nourriture saine pour les populations. Formés pour diriger des entreprises rentables, pas pour être agriculteurs, ils ne sont plus que de simples maillons de la chaîne de production. On ne leur enseigne pas le rôle important des agriculteurs pour dynamiser la ville sociale dans les campagnes, transmettre un savoir-faire et créer de la solidarité. Le besoin de repenser les formations agricoles et les adapter aux nouveaux arrivants qui veulent acheter/reprendre une exploitation et à leurs besoins est énorme.

### **Financement**

D'un point de vue sociologique, le fait est que de moins en moins d'enfants reprennent l'exploitation de leurs parents et que de plus en plus, les candidats ne viennent pas du monde agricole. Pour ceux qui n'ont pas la possibilité de reprendre les terres de leurs parents et ne peuvent pas en louer, acheter une exploitation coûte trop cher ou implique de s'endetter de manière excessive. Les aides publiques sont insuffisantes et particulièrement mal distribuées. Il est urgent de changer les règles d'attribution des financements agricoles.

### **Administration**

Dans tous les pays européens, ceux qui veulent se lancer dans l'agriculture se heurtent à de véritables barrières administratives. Tout semble fait pour décourager ce genre d'initiatives, alors que le monde agricole a besoin de sang neuf. Les informations juridiques sont inexistantes ou difficiles à obtenir, et les instances professionnelles ont tendance à faire de la rétention d'informations sur les possibilités d'achat de terres. S'installer comme paysan est un parcours du combattant. Nous ne pourrions plus nous en sortir sans changer radicalement les administrations pour qu'elles aident effectivement les jeunes à s'installer.

### **L'image de l'agriculture**

L'agriculture a une image négative (les agriculteurs manquent souvent de respect, ils ne sont pas reconnus socialement et ont de faibles revenus), bien que les agriculteurs jouent un rôle vital pour tous dans la production d'une alimentation saine, rôle qui devrait au contraire être reconnu et rémunéré. Les conditions de travail sont souvent difficiles et le travail occupe la majeure partie de leur temps. Le travail des agriculteurs devrait être payé par la société et non pas dépendre de la fluctuation des marchés !

Heureusement, on assiste à une prise de conscience accrue des limites du système (crise alimentaire, crise sanitaire, pollution due au transport, spéculation alimentaire, etc.). De nouvelles

initiatives voient le jour, qui créent des liens entre les producteurs et les consommateurs et beaucoup de gens s'unissent pour trouver des solutions à ces questions délicates : création de petites coopératives, achat de terres en commun (par exemple : Terre de liens), formations alternatives, etc.

## ***Nos revendications ... pour un changement de société !***

### **Nous demandons des formations gratuites adaptées aux besoins des jeunes agriculteurs :**

La formation doit s'appuyer sur les pratiques culturelles de l'agroécologie ; les agriculteurs doivent connaître leur histoire et avoir les moyens de se défendre au niveau politique. Les formations doivent mettre l'accent sur la redécouverte du savoir et des outils de la solidarité doivent être créés.

### **Nous demandons la réforme complète du droit foncier**

Notamment une politique publique de redistribution des terres, qui permettra à tous les agriculteurs de cultiver leurs terres dans de bonnes conditions, ainsi que la création d'organes publics qui garantiront à tous les ruraux d'avoir accès à l'éducation, à la santé et à la culture.

### **Nous demandons la reconnaissance des formes d'agriculture alternatives**

Autres que la structure actuelle de gestion des groupes agricoles et que la ferme familiale (agriculture collective, agriculture de subsistance, jardins urbains, etc.). Cela suppose des changements législatifs qui prennent en compte ces formes « atypiques », qui ne cessent de se multiplier. L'objectif est une reconnaissance mutuelle entre les agriculteurs, quel que soit le type d'agriculture qu'ils pratiquent.

### **Nous demandons la suppression du financement d'une production alimentaire industrielle basée sur le profit**

Les entreprises qui exploitent l'homme et les ressources naturelles dans le seul but de faire du profit sont inacceptables. Le maintien du financement d'une agriculture productiviste est un obstacle majeur à la repopulation des zones rurales et au renouveau de l'agriculture.

### **Nous aspirons à une société plus égalitaire et à la parité des sexes : nous devons bannir le modèle hétéropatriarcal de la société**

Encourager et faciliter l'entrée des femmes dans les environnements ruraux et l'agriculture, et faire en sorte que leur travail soit reconnu.

Nous encourageons certes toutes les actions concrètes individuelles engagées au niveau local, mais force est de constater qu'il ne suffit pas de multiplier les initiatives alternatives pour atteindre nos objectifs. Nous devons structurer notre lutte pour nous défaire de l'idéologie dominante qui prétend que toutes les méthodes d'agriculture peuvent coexister.

Aujourd'hui, les jeunes qui se lancent en agriculture et qui croient dans les idées de La Via Campesina doivent s'organiser collectivement. Nous avons le devoir de défendre nos opinions et de les diffuser aussi largement que possible. Nous devons coordonner nos efforts pour aider ceux qui marchent sur nos pas. L'avenir nous appartient.

**A bas l'agriculture industrielle qui pollue et asservit !**

**Pour la construction d'une société plus juste basée sur une grande communauté agricole solidaire.**

**Vive la lutte !**



*Debout derrière :*

Antonio (AIAB, Italie),  
 Flavio (AIAB, Italie),  
 Carlos (COAG/UAGA, Espagne),  
 Benji (Confédération Paysanne/Reclaim the Fields, France),  
 Jesus (Mijarc, Espagne),  
 Manu (Confédération Paysanne, France),  
 Daniel (COAG/UAGA, Espagne),  
 Eduard (Uniterre, Suisse),  
 Lutz (ÖBV-Via Campesina Austria, Autriche),  
 Henrik (AbL, Allemagne),  
 Anna (Mouvement Nyéléni, Hongrie),  
 Florent (Mijarc, France),  
 Mathieu (Confédération Paysanne, France),  
 Susan (Scottish Crofters, Ecosse)

*Debout (ou presque) :*

Rulitza (AIAB, Italie),  
 Solenne (Mijarc, France),  
 Lena (ÖBV-Via Campesina Autriche)

*Devant :*

Carla, (AbL, Allemagne),  
 Simone, (AbL, Allemagne),  
 Noelia (Mijarc, Espagne),  
 Fabian (Reclaim the Fields, Allemagne)  
 Karen (Scottish Crofters Ecosse)  
 Vanessa (Fugea, Belgique)  
 Jeanne (comité de coordination ECVC, Belgique)  
 Tracey (Hongrie)  
 Annelies (collaboratrice ECVC, Belgique)

## Annexe : bibliographie sur l'agroécologie

Silvia Pérez-Vitoria

- Agriculture, environnement et territoires (2006). Paris, La Documentation française
- Altieri, M.A. (1986). L'agroécologie, bases scientifiques d'une agriculture alternative. Paris , Debard.
- Altieri, M.A. (1986). Agroecología: bases científicas de la agricultura alternativa. Valparaiso, Centro de Estudios en Tecnologías Apropriadas para América Latina (CETAL)
- Altieri, M.A (1995). Agroecology: The Science for Sustainable Agriculture (2<sup>e</sup> éd.). Boulder, Colorado, Westview Press
- Altieri, M.A. et V.M. Toledo (2011). The agroecological revolution in Latin America: rescuing nature, enduring food sovereignty and empowering peasants. Journal of Peasant Studies 38(3): 587-612  
Disponible sur : [http://agroeco.org/socla/pdfs/Altieri\\_Toledo\\_JPS\\_38\\_03\\_2011.pdf](http://agroeco.org/socla/pdfs/Altieri_Toledo_JPS_38_03_2011.pdf)
- Altieri, M.A. et V.M. Toledo (2011). La Revolución Agroecológica de América Latina: rescatar la naturaleza, asegurar la soberanía alimentaria y empoderar al campesinado. Journal of Peasant Studies,38 (3) : 587-612  
Disponible sur : [http://agroeco.org/socla/pdfs/AGROECOLOGIA\\_ALTIERI\\_&TOLEDO\\_2011-1.pdf](http://agroeco.org/socla/pdfs/AGROECOLOGIA_ALTIERI_&TOLEDO_2011-1.pdf)
- Desmarais, A.A. (2007). La Vía Campesina : Globalization and the Power of peasants. Blackpoint/Winnipeg, Fernwood Publishing
- Desmarais, A.A. (2007). La Vía Campesina : la globalización y el poder del campesinado. Madrid, Editorial Popular
- Desmarais, A.A. (2008). La Vía Campesina . Une réponse paysanne à la crise alimentaire. Montréal, Ecosociété
- ETC Group (2009). Who will feed us. Questions for the food and climate crisis. Communiqué #102 d'Action Group on Erosion, Technology and Concentration, disponible sur : <http://www.etcgroup.org/en/node/>
- Gliessman, S., R. (1998). Agroecology : ecological Processes in Sustainable Agriculture. Chelsea, MI : Ann Arbor Press
- Gliessman, S., R (2002). Agroecología : Procesos ecológicos en Agricultura Sostenible. Turrialba (Costa Rica), CATIE
- Gliessman, S., R. (2006). Agroecology of sustainable food systems. Londres, CRC Press Taylor & Francis Group
- Guzmán Casado, G.I., Gonzalez de Molina Navarro, M., Sevilla Guzmán, E. (2000). Introducción a la agroecología como desarrollo rural sostenible. Madrid, Ediciones Mundi-Prensa
- Holt-Gimenez, E. (2006). Campesino a campesino : Voices from Latin America's. Farmer to Farmer movement for Sustainable Agriculture. Oakland, Food First Book
- Holt-Gimenez, E. (2008). Campesino a campesino: Voces de Latinoamérica. Movimiento Campesino a Campesino para la Agricultura Sustentable. Managua, SIMAS  
Disponible sur : [http://www.agroeco.org/socla/archivospdf/pcac\\_web1.pdf](http://www.agroeco.org/socla/archivospdf/pcac_web1.pdf)
- Koohafkan, P., Altier, M., A. et Holt-Gimenez, E., Green Agriculture : Foundations for biodiverse, resilient and productive agricultural systems, International Journal of Agricultural Sustainability, DOI10.1080, Disponible sur : [agroeco.org/wp-content/uploads/2011/12/Green-Agriculturefinal.pdf](http://agroeco.org/wp-content/uploads/2011/12/Green-Agriculturefinal.pdf)

- Martínez Alier, Joan (2004). El ecologismo de los pobres. Conflictos ambientales y lenguajes de valoración. Barcelone, Icaria Editorial
- Pérez-Vitoria, S. (2005). Les paysans sont de retour. Arles, Actes Sud
- Pérez-Vitoria, S. (2010). La riposte des paysans. Arles, Actes Sud
- Pérez-Vitoria, S. et Sevilla Guzmán, E. (2008). Petit précis d'agroécologie. Nourriture, Paysannerie, Autonomie. Paris, La Ligne d'horizon
- Pimbert, M. P. (2011). Participatory research and On-Farm Management of Agricultural Biodiversity in Europe. London, International Institute for Environment and Development., IIED  
Disponible sur : <http://pubs.iied.org/pdfs/14611IIED.pdf>
- Pimbert, M. P. (2009). Transforming knowledge and ways of knowing for food sovereignty. London, IIED.  
Available at: <http://pubs.iied.org/pdfs/GO2493.pdf>
- Pimbert, M.P. (2010). Towards Food Sovereignty. Reclaiming autonomous food systems. London, IIED. Disponible sur :  
[www.iied.org/natural-resources/key-issues/food-and-agriculture/multimedia-publication-towards-food-sovereignty-reclaiming-autonomous-food-sys](http://www.iied.org/natural-resources/key-issues/food-and-agriculture/multimedia-publication-towards-food-sovereignty-reclaiming-autonomous-food-sys)
- Toledo, V. M. et Barrera-Bassols, N. (2008). La Memoria Biocultural: la importancia ecológica de las sabidurias tradicionales. Barcelone, Icaria Editorial
- Van der Ploeg, J.D. (2009). The New peasantries: new struggles for autonomy and sustainability in an era of empire and globalization. London, Earthscan
- Via Campesina, (2010). Sustainable Peasant and Family Farm Agriculture Can Feed the World. Disponible sur : [viacampesina.org/downloads/pdf/en/paper6-EN-FINAL.pdf](http://viacampesina.org/downloads/pdf/en/paper6-EN-FINAL.pdf)
- Via Campesina, (2010). La agricultura campesina sostenible puede alimentar el mundo. Disponible sur : [viacampesina.org/downloads/pdf/sp/paper6-ES-FINAL.pdf](http://viacampesina.org/downloads/pdf/sp/paper6-ES-FINAL.pdf)
- Via Campesina, (2010). L'agriculture familiale, paysanne et durable peut nourrir le monde. Disponible sur : [viacampesina.org/downloads/pdf/fr/paper6-RF.pdf](http://viacampesina.org/downloads/pdf/fr/paper6-RF.pdf)
- Rapports internationaux- Informes internacionales-International Reports
  - Rapport de la Conférence internationale sur l'agriculture biologique et la sécurité alimentaire (2007). Document OFS/2007/REP disponible sur : [www.fao.org](http://www.fao.org)
  - International Assessment of Agricultural knowledge, Science and Technology for Development. IAASTD (2009). Disponible sur : [www.agassessment.org](http://www.agassessment.org)
  - Report on agroecology and the right to food. Olivier de Schutter . Nations-Unies. Disponible sur : <http://www.srfood.org/index.php/en/component/content/article/1-latest-news/1174-report-agroecology-and-the-right-to-food>

## Annexe : Programme de la session d'étude

	Lundi 21	Mardi 22	Mercredi 23	Jeudi 24	Vendredi 25
8h00	Petit déjeuner				
8h30	Mystica				
9h00		Accueil et présentation  Les jeunes & La Via Campesina  Attentes	Formation et discussion sur la souveraineté alimentaire	Formation sur le genre et discussion en sous-groupes	Form. l'agro  Discu. l'acc nou
13h00	Déjeuner				
14h30	Arrivée des participants	Session de travail sur la facilitation et les méthodes de groupe  Groupes de travail et exercices sur Via Campesina et les institutions internationales	Débats et formation sur la politique agricole	Visites d'exportation agricole en Alsace et en Allemagne, à proximité de Strasbourg	Le s jeun Con l'E  Autog stratég groupes
19h00	Dîner				
21h00	Soirée de bienvenue	La nuit des régions		Film sur Rosarno et débats sur les migrants et l'agriculture	